

# Bulletin d'Information de l'AFSA



Reconquérir la souveraineté, bâtir l'avenir

VOLUME 6 JUILLET - SEPTEMBRE, 2026 NUMÉRO GRATUIT

## ÉDITORIAL

Au troisième trimestre 2026, l'AFSA a mené ses activités sur l'ensemble du spectre de la transformation des systèmes alimentaires africains. Des chambres parlementaires et des processus politiques continentaux aux champs des agriculteurs, en passant par les médias, les plateformes de jeunesse et les forums internationaux, son action a oscillé sans relâche entre réflexion et action. La décision du Parlement panafricain de faire avancer un projet de loi-modèle continentale sur la politique alimentaire africaine a ouvert une voie importante vers une plus grande cohérence dans la manière dont l'Afrique gère l'alimentation, l'agriculture, la santé, le commerce et l'environnement. Parallèlement, l'AFSA a renforcé son plaidoyer en faveur des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, a contesté certaines dispositions du projet de loi de la Communauté de l'Afrique de l'Est sur les semences et les variétés végétales, et a continué à faire pression pour que les lois reconnaissent les agriculteurs non pas comme de simples bénéficiaires des systèmes semenciers, mais comme leurs gardiens et les titulaires de leurs droits.

Ce trimestre a également mis clairement sur la table des questions épineuses concernant le financement et le développement agricole. Lors du Forum africain sur les systèmes alimentaires à Kigali, à travers la publication du rapport « La révolution verte a échoué en Afrique » et le soutien apporté par l'AFSA au rapport « Food, Land & Money », une question récurrente s'est posée : qui contrôle les ressources qui façonnent l'avenir agricole de l'Afrique, et à quels intérêts ces investissements servent-ils en fin de compte ? Ces interventions ont été accompagnées de solutions alternatives concrètes. À Yaoundé, 198 participants issus des six pays du bassin du Congo ont adopté un programme d'action régional en faveur de l'agroécologie, de la biodiversité et de la justice climatique. Au Kenya, des agriculteurs, des scientifiques et des partenaires de développement ont fait avancer des projets visant à établir un programme africain sur les biofertilisants produits localement. En Tanzanie, des chercheurs, des organisations d'agriculteurs et des décideurs politiques ont examiné comment les données scientifiques peuvent mieux influencer les politiques, tandis qu'une nouvelle série de formations sur l'agroécologie urbaine a commencé à mettre en relation les expériences pratiques des villes africaines.

L'action climatique a constitué un autre fil conducteur déterminant. En Éthiopie, l'AFSA a mis en relation directe les négociateurs et la société civile avec la pratique de l'agroécologie avant de réunir plus de 130 participants issus de 33 pays afin de définir une position commune de la société civile africaine en vue des COP31 et COP32. À Harare, l'AFSA s'est immiscée dans les instances techniques où la mise en œuvre du CAADP pour la prochaine décennie sera évaluée et financée, défendant la place de l'agroécologie dans les plans d'investissement nationaux et régionaux. Parallèlement, 24 journalistes issus de 15 pays ont été formés pour enquêter sur la science, la politique des semences et les flux financiers qui sous-tendent les systèmes alimentaires africains, tandis que de jeunes entrepreneurs en agroécologie ont profité de la Journée internationale de la jeunesse pour démontrer que l'agriculture écologique peut également être source de moyens de subsistance, d'innovation et d'opportunités. Le podcast « The Battle for African Agriculture » a prolongé ces discussions, en reliant la science, la politique, les expériences des femmes, le leadership environnemental et les savoirs africains à un débat public plus large.

Ce trimestre a également été marqué par une perte profonde. Le décès de Sena Alouka, président fondateur du groupe de travail « Climat et agroécologie » de l'AFSA, a ému l'ensemble du mouvement. Sa vie incarnait bon nombre des valeurs reflétées tout au long de cette édition : la confiance en la jeunesse, le courage d'affronter des systèmes néfastes, la foi dans les savoirs africains et la conviction que des communautés organisées peuvent changer leur avenir. Son absence est profondément ressentie, mais le travail présenté dans ces pages fait également partie de l'héritage qu'il laisse derrière lui. Ce troisième trimestre s'achève donc sous le signe à la fois des acquis et des responsabilités : des portes importantes se sont ouvertes, des alliances plus solides ont été forgées et des alternatives plus claires ont été formulées. Il s'agit désormais de poursuivre sur cette lancée et de veiller à ce que les systèmes alimentaires africains soient de plus en plus façonnés par les personnes qui cultivent, protègent, préparent et dépendent de leur alimentation.

# Le Parlement panafricain soutient l'appel de l'AFSA en faveur d'une loi-modèle continentale sur la politique alimentaire

Une résolution parlementaire renforce la place de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie dans l'agenda législatif africain

Du 20 au 25 juillet 2026, le coordinateur général de l'AFSA, le Dr Million Belay, a participé à la session des commissions permanentes du Parlement panafricain à Midrand, en Afrique du Sud. Le 23 juillet, il s'est adressé à une séance conjointe des commissions chargées de l'agriculture, des ressources naturelles, des transports, de la communication, de l'énergie, des sciences et de la technologie, afin de présenter les arguments de l'AFSA en faveur d'une loi-modèle continentale sur la politique alimentaire africaine.

L'AFSA a fait valoir que les défis alimentaires de l'Afrique ne peuvent être relevés par des politiques agricoles isolées, car l'insécurité alimentaire, la nutrition, la santé, le changement climatique, la biodiversité, le commerce et les systèmes alimentaires autochtones sont étroitement liés. Les parlementaires ont

convenu qu'une plus grande cohérence des politiques était nécessaire et ont soutenu à l'unanimité l'élaboration d'un cadre législatif harmonisé que les États membres de l'Union africaine pourraient adapter à leurs contextes nationaux.

Le 30 juillet, le Parlement a adopté une résolution approuvant officiellement l'élaboration de la loi type, l'AFSA étant reconnue comme partenaire technique dans ce processus. La résolution appelle à une protection renforcée des systèmes alimentaires autochtones et de la biodiversité, au soutien des petits agriculteurs, des femmes et des jeunes, des marchés alimentaires régionaux, de la nutrition, de la protection des consommateurs et d'une participation inclusive. Elle ouvre également la voie à de futures consultations régionales et à un plaidoyer national en faveur d'une



législation sur les systèmes alimentaires à travers l'Afrique.

# Le groupe de travail sur les semences renforce le plaidoyer continental en faveur des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs

La coordination trimestrielle se concentre sur la politique de l'Union africaine, la reconnaissance juridique et l'engagement continental futur

Au cours du troisième trimestre 2026, les membres du groupe de travail sur les semences de l'AFSA ont tenu leur troisième réunion trimestrielle afin d'examiner les progrès accomplis, d'assurer le suivi des points d'action antérieurs et de renforcer le plaidoyer en faveur des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs. L'accent a notamment été mis sur les cadres émergents de politique, de stratégie et de plan d'action de la Commission de l'Union africaine concernant les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs.

Les membres du groupe de travail ont regroupé différentes contributions dans un document commun destiné à être présenté à l'Union africaine et ont préparé une série supplémentaire de contributions générales couvrant des questions qui n'avaient pas pu être intégrées dans les projets de cadres existants. Ce processus

reflète les efforts continus de l'AFSA pour garantir que la politique continentale en matière de semences tienne compte des réalités des systèmes de semences gérés par les agriculteurs et des droits de ces derniers.

Ce plaidoyer a également

L'accent a notamment été mis sur les cadres émergents de politique, de stratégie et de plan d'action de la Commission de l'Union africaine concernant les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs.

ouvert une nouvelle opportunité de

participation au premier Sommet des semences de l'Union africaine à Eswatini, prévu du 5 au 7 octobre 2026. La proposition de l'AFSA d'organiser un événement parallèle intitulé « » (Les semences, un droit fondamental : les systèmes de semences gérés par les agriculteurs et la souveraineté semencière) a été acceptée ; deux délégués devraient représenter le réseau lors du sommet et continuer à faire progresser la reconnaissance politique des systèmes de semences gérés par les agriculteurs





# L'AFSA présente sa campagne pour la souveraineté semencière au Forum social mondial de Cotonou

Les semences paysannes, les savoirs des femmes et les systèmes alimentaires locaux occupent le devant de la scène lors de ce rassemblement mondial de la société civile

Du 4 au 8 août 2026, trois délégués du groupe de travail sur les semences de l'AFSA ont participé au Forum social mondial à Cotonou, au Bénin, profitant de ce rassemblement pour promouvoir la campagne « Seed Is Life » (Les semences, c'est la vie) et sensibiliser davantage à la reconnaissance croissante, à l'échelle continentale, des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs.



L'AFSA a contribué à plusieurs discussions stratégiques. Un atelier réunissant une centaine de participants a examiné une proposition de campagne continentale de deux ans visant à soutenir les systèmes avicoles locaux comme alternative à la production industrielle de poulets. L'AFSA, HOMEF et Bread for the World ont également organisé une session intitulée « Les semences entre les mains des agriculteurs », soulignant

le rôle des agriculteurs en tant que gardiens de la diversité génétique et des savoirs, et appelant à une meilleure reconnaissance politique des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs.

Le groupe de travail a également contribué à une consultation sur les cadres politiques et stratégiques africains relatifs aux systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, en partageant les enseignements tirés du soutien apporté par l'AFSA au Niger, au Tchad, en Tanzanie,

au Mozambique, au Cameroun, au Kenya et au Sénégal. D'autres sessions ont porté sur les droits des agriculteurs en matière de semences, l'UPOV, le rôle des femmes en tant que gardiennes des semences et les coalitions agroécologiques, renforçant ainsi le message de l'AFSA selon lequel la politique semencière doit protéger les droits des agriculteurs, la biodiversité et les savoirs intergénérationnels.

## L'AFSA appelle à des changements majeurs dans le projet de loi sur les semences et les variétés végétales en Afrique de l'Est

Une prise de position régionale met en garde contre le risque que le projet de loi ne sape les systèmes de semences gérés par les agriculteurs dans les huit États partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)

En août 2026, en amont des audiences publiques nationales prévues les 27 et 28 août, l'AFSA a préparé une note d'information détaillée et un memorandum officiel sur le projet de loi de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) de 2025 sur les semences et les variétés végétales. Cette contribution a été présentée au nom des réseaux membres de l'AFSA et des organisations d'agriculteurs alliées au Burundi, en République démocratique du Congo, au Kenya, au Rwanda, en Somalie, au Soudan du Sud, en Tanzanie et en Ouganda.

L'analyse de l'AFSA met en garde contre le fait que le projet de loi place les semences conservées par les agriculteurs et les semences commerciales sous la même définition réglementaire et pourrait faire de la certification une condition préalable aux pratiques qui soutiennent actuellement les systèmes semenciers paysans. L'organisation note que les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs fournissent environ 80 à 90 % du matériel de plantation dans toute la région, alors que le cadre juridique proposé ne prévoit aucune voie distincte pour les variétés paysannes et les variétés locales.

L'AFSA a proposé un système juridique dual qui maintiendrait la certification formelle pour les variétés commerciales tout en créant des mécanismes simplifiés d'enregistrement, d'étiquetage et d'assurance qualité pour les variétés paysannes. Elle a également appelé à l'inclusion d'un chapitre explicite sur les droits des agriculteurs, à une représentation communautaire renforcée dans la gouvernance régionale des semences et à des garanties pour les droits des agriculteurs à conserver, utiliser, échanger et vendre des semences. Cette contribution s'appuie sur des accords internationaux et des exemples tels que le système dual du Népal et l'annexe relative à la protection des variétés végétales de la ZLECA pour montrer qu'une approche plus équilibrée est juridiquement et concrètement possible



## La jeunesse africaine met en avant l'agroécologie comme moyen de subsistance

Un événement organisé à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse lance une plateforme continentale de ressources pour les jeunes praticiens de l'agroécologie

Le 12 août 2026, le groupe de travail « Jeunesse et agroécologie » de l'AFSA a célébré la Journée internationale de la jeunesse par un webinar virtuel auquel ont participé environ 55 personnes venues de toute l'Afrique. Organisé sous le thème « Célébrer la jeunesse africaine : mettre en avant la viabilité économique de

l'agroécologie grâce à l'entrepreneuriat des jeunes », cet événement a mis en lumière le rôle que les jeunes jouent déjà dans la création de moyens de subsistance grâce à l'agroécologie.

De jeunes entrepreneurs du Togo et du Zimbabwe ont partagé leurs expériences concrètes. Au Zimbabwe, un village culturel et d'écotourisme agroécologique géré par des jeunes a développé des sources de revenus grâce à des visites de fermes, des formations en agroécologie, la promotion de la cuisine traditionnelle et des spectacles culturels, le tout sans financement extérieur. Au Togo, une organisation dirigée par des jeunes soutient des coopératives de femmes, la production d'intrants biologiques et l'un marché agroécologique. Les intervenants ont également identifié des obstacles persistants, notamment la précarité foncière, le manque de financement, la faiblesse des marchés et des politiques qui continuent de favoriser les intrants chimiques.

Ce webinar a également marqué le lancement officiel de l'African Youth Regenerative Resource Site, une plateforme numérique conçue pour mettre en relation les jeunes qui œuvrent en faveur de l'agroécologie et du développement durable à travers le continent. Le site présente les profils et les témoignages de jeunes praticiens et continuera à s'enrichir pour devenir un espace de partage d'expériences, d'opportunités et de sources d'inspiration africaines.



# La réunion du bassin du Congo transforme les engagements en matière d'agroécologie en un programme d'action régional



Près de 200 délégués adoptent la Déclaration de Yaoundé et renforcent une stratégie commune en faveur de la souveraineté alimentaire, de la biodiversité et de la justice climatique

Du 25 au 27 août 2026, l'AFSA et la Coordination nationale des organisations paysannes du Cameroun ont organisé la deuxième Rencontre du bassin du Congo à Yaoundé, au Cameroun, avec le soutien du ministère de l'Agriculture et du Développement rural de ce pays. La réunion a rassemblé 198 participants issus des six pays du bassin du Congo – le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon et la République du Congo –, ainsi que des délégués d'autres régions d'Afrique.

Sous le thème « L'agroécologie au service de l'inclusion, des systèmes alimentaires durables, de la biodiversité et de la justice climatique dans le bassin du Congo », les participants ont fait le point sur les progrès accomplis depuis la première conférence régionale qui s'était tenue à Kinshasa en 2023. Les pays ont fait état d'avancées, notamment en matière de stratégies agroécologiques, de réformes juridiques, de banques de semences communautaires et de feuilles de route nationales pour les systèmes alimentaires, tout en identifiant les défis persistants liés au financement, aux droits fonciers, à la fragmentation des politiques et à l'exclusion des femmes, des jeunes et des peuples autochtones.

La réunion s'est conclue par l'adoption de la [Déclaration de Yaoundé 2026](#), qui comprend 24 articles appelant à un renforcement des investissements publics dans l'agroécologie, à un accès direct des communautés aux financements



liés au climat et à la biodiversité, à la protection des droits fonciers et des droits sur les semences, ainsi qu'à une meilleure reconnaissance du leadership communautaire. Les participants ont également réaffirmé que l'Initiative pour la biodiversité, le climat et l'agroécologie du bassin du Congo constituait la stratégie commune de la région et ont convenu de suivre les progrès réalisés par le biais d'un bilan annuel et de futures réunions.

Près de 100 personnes et institutions ont également signé un « Mur des engagements », tandis que près de 50 exposants ont présenté des semences, des aliments, des textiles et des objets artisanaux locaux. Ensemble, la déclaration, la feuille de route et les engagements publics ont fait passer le processus du bassin du Congo d'un large accord politique à une mise en œuvre mesurable.



# L'AFSA remet en question l'agriculture dirigée par les investisseurs lors du Forum africain sur les systèmes alimentaires

Une délégation de huit membres a mis l'agroécologie, l'autonomie des agriculteurs et la souveraineté alimentaire au cœur des discussions de haut niveau à Kigali

Du 31 août au 4 septembre 2026, une délégation de huit membres de l'AFSA a participé au Forum africain sur les systèmes alimentaires à Kigali, au Rwanda. La délégation a dialogué avec des gouvernements, des bailleurs de fonds, des parlementaires, la société civile et des hauts

représentants de l'AGRA, tout en remettant en question un modèle de développement agricole fortement axé sur l'investissement privé, les intrants commerciaux et la croissance de la productivité.

Au cours des sessions consacrées au financement,

aux semences, à la santé des sols, à l'élevage, au climat, au commerce, au genre, à la jeunesse et à l'intelligence artificielle, les délégués de l'AFSA ont exprimé leurs inquiétudes quant à la capacité des modèles d'investissement à protéger suffisamment l'autonomie des agriculteurs, les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, les marchés territoriaux et le contrôle local sur les systèmes alimentaires. Les discussions sur le financement ont mis en évidence les difficultés persistantes rencontrées par les organisations d'agriculteurs cherchant à accéder directement aux financements, tandis que le financement climatique a été décrit comme lent et souvent absorbé par des intermédiaires.

Les délégués de l'AFSA ont interrogé les intervenants, distribué des rapports et des notes d'orientation, et ont profité du Forum pour présenter des données remettant en cause deux décennies d'approches issues de la « Révolution verte ». Daniel Banuoku a coprésidé un dialogue critique intitulé « Vingt ans d'enseignements », tandis que la délégation a suivi de près les efforts croissants d'investissement des capitaux privés autour de la mise en œuvre du programme du CAADP de Kampala.

Le Forum a confirmé que la prochaine phase de la politique agricole africaine sera de plus en plus axée sur le financement et la mise en œuvre. L'engagement de l'AFSA s'est donc concentré sur la nécessité de veiller à ce que les ressources publiques et la politique agricole n'aggravent pas la dépendance des agriculteurs, mais soutiennent au contraire l'agroécologie, la souveraineté semencière et les systèmes alimentaires contrôlés localement.



# Un nouveau rapport de l'AFSA conclut que le modèle de la « révolution verte » n'a pas réussi à réduire la faim

Deux décennies de données remettent en question le modèle agricole qui guide la prochaine stratégie de développement de l'Afrique



Au cours du troisième trimestre 2026, l'AFSA a publié [La Révolution verte a échoué en Afrique](#), un rapport examinant le bilan de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique près de deux décennies après qu'elle eut promis



d'augmenter la productivité, d'améliorer les revenus des agriculteurs et de réduire la faim dans ses pays cibles.

Le rapport révèle que le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans les 13 pays prioritaires de l'AGRA a augmenté de 58 % depuis 2006. L'utilisation d'engrais a plus que doublé et les surfaces cultivées ont augmenté de 46 %, mais la croissance des rendements des cultures de base a ralenti par rapport à la période précédant le lancement de l'AGRA. Le rapport soutient qu'une grande partie de la

production supplémentaire provient de l'extension des terres cultivées plutôt que d'améliorations durables de la productivité.

L'étude met ces résultats en contraste avec ceux du Sénégal, qui ne figurait pas parmi les pays cibles de l'AGRA et qui a réduit de moitié la faim tout en conservant des systèmes agricoles plus diversifiés et en recourant à nettement moins d'engrais que des pays tels que la Zambie. L'AFSA présente l'agroécologie comme une alternative concrète déjà mise en œuvre par les agriculteurs grâce à la restauration des sols, à la diversité des cultures et aux systèmes de

semences gérés par les agriculteurs.

Alors que les gouvernements africains mettent désormais en œuvre le programme du CAADP de Kampala pour la prochaine décennie, l'AFSA appelle à ce que les financements agricoles existants soient progressivement réorientés vers l'agroécologie, les systèmes de semences gérés par les agriculteurs, la santé des sols et la production diversifiée. Le rapport soutient que la question centrale n'est pas de savoir si l'Afrique doit investir davantage dans l'agriculture, mais si les financements futurs reproduiront un modèle qui n'a pas tenu ses promesses.



# Les négociateurs sur le climat et la société civile s’inspirent de l’agroécologie mise en pratique

Une formation de deux jours fait le lien entre les négociations climatiques de l’ONU et l’expérience des agriculteurs en Éthiopie

Du 5 au 6 septembre 2026, l’AFSA a organisé en Éthiopie un programme de renforcement des capacités de deux jours destiné aux décideurs politiques, aux négociateurs et aux acteurs de la société civile travaillant sur le changement climatique, l’agriculture et l’agroécologie. Cette formation visait à approfondir la compréhension des participants concernant les volets des négociations climatiques liés aux systèmes alimentaires et à les préparer à s’engager plus efficacement en vue des COP31 et COP32.

Le programme a débuté par une visite sur le terrain au village agroécologique de Huruta, dans la région d’Oromia, où les participants ont pu découvrir directement auprès des communautés l’agroécologie en pratique. Cette visite a fourni une base concrète aux discussions politiques qui ont suivi et a établi un lien entre les enjeux des négociations internationales et l’expérience vécue par les agriculteurs.

Le deuxième jour, les représentants du Groupe africain des négociateurs, le Dr McLaren Mandaza

(Zimbabwe) et Angelina Mensah, ont animé des sessions consacrées à l’agriculture dans le cadre de la CCNUCC, au travail conjoint de Charm el-Cheikh sur l’agriculture et la sécurité alimentaire, ainsi qu’au programme de travail sur la transition juste. Cette formation a renforcé la capacité des participants à prendre part aux négociations sur le climat en adoptant des positions mieux informées et fondées sur des données factuelles concernant l’agroécologie et les systèmes alimentaires.



# L’AFSA prône l’agroécologie alors que le programme africain CAADP entre dans sa phase de mise en œuvre

La plateforme de Harare révèle de nouvelles perspectives pour influencer les plans d’investissement nationaux et les indicateurs de performance agricole

Du 15 au 18 septembre 2026, l’AFSA a participé à la 22e édition de la Plateforme de partenariat du Programme détaillé pour le développement de l’agriculture en Afrique (CAADP) à Harare, au Zimbabwe. Organisée par la Commission de l’Union africaine et l’AUDA NEPAD, la réunion s’est concentrée sur la manière dont la Déclaration de Kampala ainsi que la stratégie et le plan d’action du CAADP pour la période 2026–2035 seront financés, mis en œuvre et évalués à travers l’Afrique.

L’AFSA était représentée aux côtés de partenaires de PELUM Zimbabwe, de SCOPE Zimbabwe et des médias. La délégation s’est concentrée sur les espaces techniques où sont élaborés les plans d’investissement nationaux et régionaux, les indicateurs, les systèmes d’examen biennal et les nouveaux accords de mise en œuvre. Cet engagement a été jugé important car ce que les gouvernements choisissent de mesurer influencera fortement les domaines qui bénéficieront à l’avenir de financements et d’une attention politique.

La Plateforme a confirmé que les pays restent libres de choisir différentes voies pour mettre en œuvre la Déclaration de Kampala, laissant ainsi la possibilité aux gouvernements et aux communautés économiques régionales d’adopter



l’agroécologie. Les participants ont également appris que les indicateurs définitifs du CAADP n’avaient pas encore été rendus publics, ce qui offre à l’AFSA et à ses membres une nouvelle occasion de plaider en faveur de mesures reconnaissant la transformation agroécologique.

L’AFSA continuera d’examiner l’architecture émergente de mise en œuvre du CAADP et fournira à ses membres des analyses ainsi que des propositions d’indicateurs agroécologiques à utiliser dans les processus d’investissement nationaux et régionaux. La réunion de Harare a

démontré que le débat n’est plus de savoir si l’agroécologie mérite d’être reconnue, mais dans quelle mesure elle sera prise en compte de manière significative dans les systèmes de mise en œuvre agricole en Afrique.



# La réunion d’Addis-Abeba permet de définir une position commune de la société civile africaine pour la COP31 et la COP32

Plus de 130 participants issus de 33 pays s'accordent sur des priorités en matière de systèmes alimentaires, de financement climatique, d'agroécologie et de transition juste

Du 7 au 9 septembre 2026, l'AFSA et le ministère éthiopien de la Planification et du Développement ont réuni plus de 130 participants issus de 33 pays à Addis-Abeba à l'occasion de la Rencontre continentale sur le renforcement de l'action climatique de la société civile africaine en matière de systèmes alimentaires et d'agriculture en vue des COP31 et COP32. Parmi les participants figuraient des agriculteurs, des éleveurs, des peuples autochtones, des femmes, des jeunes, des chercheurs, des représentants gouvernementaux, des organisations confessionnelles, des négociateurs climatiques et des partenaires de développement.

Pendant trois jours, les participants ont examiné les questions d'adaptation, de transition juste, de nutrition et de santé, de systèmes



alimentaires et de flux financiers, tout en dialoguant directement avec des représentants gouvernementaux de plusieurs pays africains. Les discussions visaient à faire évoluer la société civile africaine d'une participation fragmentée vers une influence coordonnée dans les négociations sur le climat.

La réunion a adopté la « [Déclaration de position de la société civile africaine d'Addis-Abeba : Une voix africaine commune pour la souveraineté](#)

[alimentaire, la résilience climatique et une mise en œuvre juste](#) ». Elle appelle à ce que l'adaptation et les systèmes alimentaires restent au cœur de l'action climatique, à un financement accessible sous forme de subventions, à une agroécologie menée par l'Afrique, à la souveraineté semencière, à des économies alimentaires territoriales, à une transition juste fondée sur les droits et à une responsabilisation accrue quant aux résultats au niveau communautaire.

Les participants ont également renforcé la feuille de route vers la COP32 en matière d'influence politique, de coordination nationale et régionale, de renforcement des connaissances et de communication publique. La réunion s'est achevée par une conférence de presse appelant la COP31 et la COP32 à passer des engagements à la mise en œuvre et des promesses de financement à un accès réel pour les communautés africaines.

“The farmer waiting for rain does not experience climate change as an acronym. The woman who loses her produce because a road has been washed away does not call it an implementation gap. The pastoralist searching for water does not call it the Global Goal on Adaptation. And the family facing higher food prices does not call it a food-systems negotiation. They simply experience the consequences. Our responsibility is to make sure that what happens in the negotiating rooms eventually changes what happens on the farm, in the market, in the fishing community and around the family table.

**DR. ANTWI-BOASIAKO AMOAH**  
Chair, African Group of Negotiators (AGN)

7-9 SEPTEMBER 2026 • ADDIS ABABA, ETHIOPIA



**RÉUNION CONTINENTALE**

Renforcer l'action climatique de la société civile africaine en matière de systèmes alimentaires et d'agriculture dans la perspective des COP 31 et COP 32

7-9 SEPTEMBRE 2026 • ADDIS-ABEBA, ÉTHIOPIE

AVEC LE SOUTIEN DE:

# Des journalistes africains apprennent à suivre la trace des semences, de la science et de l'argent

La série médiatique de l'AFSA donne les moyens à 24 journalistes de 15 pays d'enquêter sur les forces qui façonnent les systèmes alimentaires africains

Du 21 au 25 septembre 2026, l'AFSA a réuni 24 journalistes issus de 15 pays africains dans le cadre de « Finding the Story : A Media Series on African Food Systems » (À la recherche de l'histoire : une série médiatique sur les systèmes alimentaires africains). Organisé en ligne dans le cadre de la campagne « My Food Is African », ce programme en trois sessions a rassemblé des reporters issus de médias nationaux, d'agences internationales et de réseaux de pigistes travaillant en anglais et en français.

La première session a exploré les idées et les politiques sous-jacentes au développement agricole, en examinant le modèle de la Révolution verte et en positionnant l'agroécologie comme une science, une pratique et un mouvement. La deuxième s'est concentrée sur le contrôle des semences, notamment les systèmes de semences gérés par les agriculteurs, la législation sur les semences et l'e débat politique continental de plus en plus intense. La dernière session a formé les participants à enquêter sur le financement agricole en examinant les annonces de financement émanant des

banques de développement, de l'AGRA, des gouvernements et des institutions internationales.

Les journalistes sont repartis avec des outils pratiques de reportage, notamment des questions pour analyser les annonces de financement, la liste des documents clés à demander concernant les projets et des bases de données publiques permettant de retracer les flux financiers liés au développement. Les participants ont également échangé sur les défis rencontrés lors de la couverture des systèmes alimentaires, allant de l'accès limité aux données au coût lié à la couverture des communautés rurales.

L'AFSA prolonge cette formation par le biais d'un programme de bourses de reportage qui apportera aux journalistes sélectionnés un soutien pour leurs reportages sur le terrain. Leurs articles devraient être publiés aux alentours de la Journée mondiale de l'alimentation, contribuant ainsi à transformer cette formation en un journalisme d'intérêt public plus percutant sur l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et le financement agricole.

# L'AFSA prépare le réseau africain aux négociations sur la biodiversité en vue de la COP17

Le groupe de travail sur les semences établit un lien entre l'agroécologie, la politique en matière de biodiversité et sa mise en œuvre au niveau national

Au cours du troisième trimestre 2026, le groupe de travail sur les semences de l'AFSA a commencé à préparer son réseau et ses alliés en vue de la dix-septième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, prévue du 19 au 30 octobre en Arménie. L'AFSA a identifié les négociations sur la biodiversité comme une occasion importante de renforcer l'agroécologie au sein des politiques mondiales et des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité.

Dans le cadre de ces préparatifs, l'AFSA a organisé un webinaire d'information à l'intention des participants africains intéressés afin d'examiner les progrès, les défis et les opportunités liés à la mise en œuvre nationale des politiques de biodiversité.

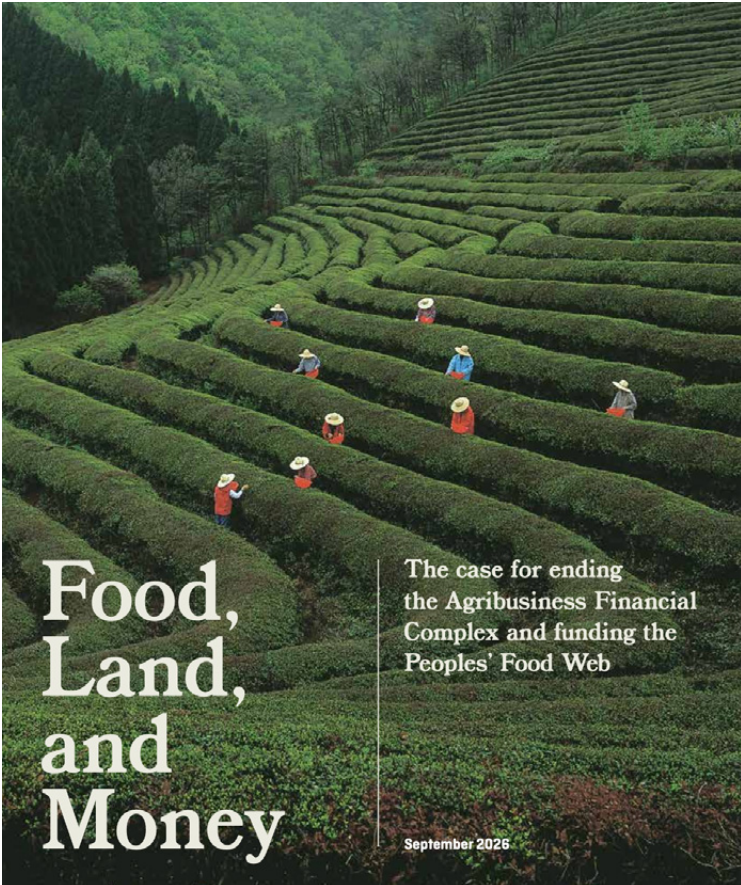
La discussion visait à aider les membres et les partenaires à identifier les priorités pour une action transformatrice en matière de biodiversité et à comprendre comment les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité peuvent mieux soutenir l'agroécologie.

L'AFSA a également constitué une délégation de cinq personnes pour la COP17, poursuivant ainsi sa stratégie visant à relier les processus internationaux en matière de biodiversité à des actions concrètes au niveau national. Ces préparatifs s'inscrivent dans le cadre d'un effort plus large de l'organisation pour garantir que la politique en matière de biodiversité reconnaisse les systèmes semenciers gérés par les agriculteurs, les savoirs agroécologiques et la gestion communautaire comme des éléments centraux de la protection et de l'utilisation durable des ressources biologiques africaines.



# L'AFSA soutient un rapport dévoilant le pouvoir financier qui se cache derrière l'agro-industrie

« Food, Land & Money » retrace comment les investisseurs, les banques et les entreprises façonnent les systèmes alimentaires mondiaux



Au cours du troisième trimestre 2026, l'AFSA a soutenu et approuvé « Food, Land & Money », un rapport de Friends of the Earth US examinant comment l'agriculture industrielle est de plus en plus façonnée par le pouvoir des entreprises et des acteurs financiers. Le rapport établit un lien entre la spoliation des terres, la dépendance aux produits agrochimiques, la déforestation et la concentration des entreprises, d'une part, et les banques, les gestionnaires d'actifs, les investisseurs et les incitations publiques qui les financent et les soutiennent, d'autre part.

L'étude recense les « Agrifood 100 », les plus grandes entreprises agroalimentaires mondiales en termes de chiffre d'affaires, et montre qu'une grande partie du pouvoir économique du secteur est concentrée entre les mains d'entreprises contrôlant la distribution, le commerce de gros et le négoce des matières premières, plutôt qu'auprès des agriculteurs eux-mêmes. Elle met également en évidence un réseau imbriqué de gestionnaires d'actifs et d'institutions financières, notamment Vanguard, BlackRock et State Street, qui détiennent des participations importantes dans l'ensemble du secteur.

Comme alternative, le rapport met en avant le « Réseau alimentaire des peuples », qui regroupe les petits agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les peuples autochtones, les coopératives et les entreprises alimentaires locales. Il fait valoir que ces systèmes nourrissent déjà une grande partie de la population mondiale, mais continuent de ne bénéficier que d'une part disproportionnellement faible des financements publics, de la recherche et du soutien politique.

Le rapport appelle à réduire le financement néfaste de l'agro-industrie, à remettre en cause le contrôle spéculatif sur l'alimentation et la terre, et à réorienter les ressources publiques vers l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, la propriété communautaire, les marchés territoriaux, la réforme agraire et la justice réparatrice. Son message central est que la transformation des systèmes alimentaires nécessite de changer non seulement les pratiques agricoles, mais aussi les acteurs qui contrôlent les finances et la prise de décision.

# L'AFSA rend hommage à Sena Alouka, présidente fondatrice du groupe de travail sur le climat et l'agroécologie

Cette figure de proue panafricaine de la défense de l'environnement laisse derrière elle un héritage qui englobe le militantisme des jeunes, l'agroécologie, la justice climatique et la biodiversité

L'AFSA et l'ensemble de sa communauté ont pleuré le décès soudain de Sena Alouka, directeur exécutif de l'association « Jeunes Volontaires pour l'Environnement » et président fondateur du groupe de travail « Climat et agroécologie » de l'AFSA. Pendant plus de deux décennies, Sena a œuvré dans les domaines de la protection de l'environnement, de l'action pour le climat, de la biodiversité, des systèmes alimentaires et de la culture africaine, en plaçant toujours les jeunes au cœur de sa vision du changement. Le président de l'AFSA, le révérend Thomas Tolbert Jallah, l'a décrit comme « un mentor, une source d'inspiration et un guide » et l'un des piliers sur lesquels l'AFSA a été bâtie, tandis que le coordinateur général, le Dr Million Belay, se souvient de lui comme d'une force motrice qui a contribué à la mise en place du groupe de travail « Climat et agroécologie » de l'AFSA et n'a cessé de militer pour la création d'un groupe de travail dédié à la jeunesse.

Le parcours de Sena en tant que militant écologiste a débuté après qu'un incendie dévastateur a ravagé la montagne surplombant son village natal de Kpélé Tsiko, au Togo, en 1999. Fort de cette expérience, il a fondé « Young Volunteers for the Environment » (Jeunes volontaires pour l'environnement), en commençant par inciter des enfants à cultiver des plants d'arbres au sein d'une petite communauté togolaise, avant de transformer cette initiative en un mouvement

environnementaliste dirigé par des jeunes, présent dans plus de 30 pays. Son influence s'est étendue à l'ensemble du continent et a atteint les instances politiques mondiales. Il a contribué à la création de l'Initiative des jeunes africains sur le changement climatique après avoir constaté la grave sous-représentation des Africains francophones dans les discussions internationales sur le climat, et a été étroitement associé à l'émergence de YOUNGO, le groupe de jeunes officiel au sein du processus des Nations unies sur le climat.

Son leadership s'est exercé au sein de diverses institutions et mouvements. Sena a été animateur du groupe de travail sur l'énergie du Réseau international d'action pour le climat (CAN), conseiller stratégique de l'Alliance mondiale pour l'avenir de l'alimentation, administrateur du Réseau africain pour la biodiversité, coordinateur mondial du programme de nutrition ICON d'Ashoka Afrique et parrain de la Young Environmental Negotiators Academy. Son action militante a contribué à des batailles politiques majeures en matière d'environnement au Togo, notamment l'opposition au charbon et à l'énergie nucléaire ainsi que l'interdiction du glyphosate dans le pays. Bien avant que l'agroécologie n'acquière la visibilité dont elle jouit aujourd'hui, il en était le défenseur, la présentant comme un savoir ancré dans l'histoire et les communautés africaines, et œuvrait pour sa reconnaissance au sein des politiques nationales.

Ceux qui ont travaillé avec Sena se souviennent d'un organisateur énergique, d'un conteur et d'un panafricaniste dont le plus grand investissement était les personnes, en particulier des générations de jeunes leaders africains. Son décès laisse un vide profond au sein de l'AFSA et des mouvements qu'il a contribué à bâtir, mais aussi un réseau vivant de personnes, d'institutions et d'idées qui font perdurer son œuvre. Sena avait déclaré qu'il souhaitait voir figurer une seule phrase sur sa pierre tombale:

“Cet homme a vécu pleinement et heureux. Il croyait fermement qu'il pouvait transformer le monde, et il l'a fait.”

Pour l'AFSA, ce n'est pas simplement une épitaphe. C'est le récit de la vie qu'il a menée et de la responsabilité que sa génération transmet désormais à ceux qu'il a inspirés.



## Podcast « Battle for African Agriculture » : faire entendre les voix en faveur de la souveraineté alimentaire

Entre juillet et septembre 2026, l'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) a poursuivi son podcast « Battle for African Agriculture », animé par son coordinateur général, le Dr Million Belay.

Au cours de ce trimestre, la série a réuni des universitaires de premier plan spécialisés en agroécologie, des chercheurs, des défenseurs de l'environnement et des acteurs de terrain afin d'explorer comment l'Afrique peut transformer

ses systèmes alimentaires grâce à l'agriculture écologique, à l'autonomisation des agriculteurs et à la souveraineté alimentaire. Ces conversations ont mis en avant des personnalités de premier plan, notamment Steve Gliessman, le Dr Awegechew Teshome, Miguel Altieri, Peter Rosset, Wanjira Mathai, Edward Mukiibi et Mariam Babu, qui ont examiné les fondements scientifiques de l'agroécologie, ses applications pratiques ainsi que les changements sociaux et politiques nécessaires à son développement.

Les discussions ont abordé l'agroécologie à la fois comme une discipline scientifique et comme un mouvement visant à transformer les systèmes alimentaires. Les échanges avec Steve Gliessman et Miguel Altieri ont porté sur ses fondements écologiques et sur l'importance de la biodiversité, des savoirs traditionnels et des systèmes agricoles en harmonie avec la nature. Peter Rosset a tiré des enseignements de l'expérience cubaine en matière de transformation agroécologique, soulevant des questions importantes quant à la possibilité d'étendre ces approches à l'ensemble de l'Afrique. Au cours d'un échange particulièrement inspirant, **Wanjira Mathai a évoqué la vie et l'héritage durable de sa mère, Wangari Maathai, lauréate du prix Nobel de la paix**, dont le travail pionnier au sein du Mouvement de la Ceinture verte a su relier la restauration de l'environnement, l'autonomisation

des femmes et l'activisme de terrain. Son récit a constitué un rappel puissant de la manière dont la détermination d'une femme à protéger la nature s'est transformée en un mouvement en faveur de la justice environnementale et de l'autonomisation des communautés. La série a également exploré les réalités des femmes dans l'agriculture et le commerce, Mariam Babu examinant les défis auxquels sont confrontées les femmes engagées dans le commerce transfrontalier, notamment l'insécurité, les barrières économiques et la lutte pour la reconnaissance et une plus grande participation aux décisions affectant leurs moyens de subsistance.

À travers ces conversations, le podcast a continué à remettre en cause l'idée reçue selon laquelle l'avenir agricole de l'Afrique doit nécessairement dépendre de l'agriculture industrielle et de solutions imposées de l'extérieur. En reliant les connaissances scientifiques aux expériences pratiques, aux débats politiques et aux luttes sur le terrain, la série a contribué à une meilleure compréhension de l'agroécologie en tant que voie vers des systèmes alimentaires résilients, équitables et souverains. Elle a également renforcé les efforts de l'AFSA visant à faire entendre des points de vue divers, à stimuler un débat public critique et à démontrer qu'une transformation agricole significative doit s'ancrer dans les connaissances, les droits et les aspirations des communautés africaines.

AFSA

ALLIANCE FOR FOOD SOVEREIGNTY IN AFRICA

BATTLE FOR

AFRICAN

AGRICULTURE

PODCAST

with Dr. Million Belay

General Coordinator, AFSA

Challenging narratives.

Cultivating movements.

Food sovereignty for Africa.

Spotify

Apple Podcasts

YouTube

LISTEN

LEARN

SHARE

TAKE ACTION

# Agriculteurs, scientifiques et bailleurs de fonds tracent la voie de l’Afrique vers les biofertilisants



ont identifié des défis persistants, notamment le manque de données de recherche, l’insuffisance des installations de laboratoire, la complexité des procédures de certification et les subventions gouvernementales qui continuent de favoriser les engrais synthétiques.

L’atelier s’est conclu par la décision d’organiser la première Conférence africaine sur les bio-intrants et la santé des sols en novembre 2027, le Kenya ayant été désigné comme pays hôte privilégié.

Ce rassemblement réunira entre 200 et 250 participants, avec une forte représentation des femmes et des agriculteurs, afin de faire progresser la recherche, le plaidoyer politique, les investissements et les marchés pour les bio- s. Les participants ont également souligné l’importance de protéger les savoirs des agriculteurs, de développer des solutions adaptées aux conditions locales et de renforcer la collaboration entre les chercheurs et les communautés agricoles. S’appuyant sur les données empiriques présentées, le coordinateur général de l’AFSA, le Dr Million Belay, a fait remarquer que le défi auquel est confrontée l’agroécologie relève de plus en plus de l’investissement plutôt que d’un manque de données.

La conférence prévue représente une étape importante vers l’élaboration d’un programme africain en faveur de sols sains, d’une innovation pilotée localement et d’une dépendance réduite vis-à-vis des intrants agricoles importés.

’Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) a réuni 26 praticiens, chercheurs et partenaires de développement issus de huit pays à l’occasion d’un atelier sur la stratégie des intrants biologiques pour la santé des sols, qui s’est tenu du 28 septembre au 1er octobre 2026 au Grow Biointensive Agriculture Centre of Kenya (G-BLACK) à Thika. Organisé dans le cadre de l’initiative « Un sol sain, une alimentation saine » de l’AFSA, cet atelier a examiné comment les agriculteurs africains peuvent réduire leur dépendance vis-à-vis des engrais chimiques importés et coûteux en développant des biofertilisants produits localement et en renforçant la gestion

agroécologique des sols. Parmi les participants figuraient des représentants de centres d’agroécologie, d’universités, d’instituts de recherche et de bailleurs de fonds, notamment Bread for the World et Broederlijk Delen. Cette rencontre a également jeté les bases de la première conférence continentale africaine consacrée aux intrants biologiques et à la santé des sols.

Les expériences partagées lors de l’atelier ont démontré le potentiel croissant des biofertilisants produits localement. Au Burkina Faso, Bioprotect GIE produit environ 500 tonnes d’engrais organique par mois, venant en aide à quelque 4 000 agriculteurs. Au Kenya,

BIOGI a touché environ 600 agriculteurs relais, tandis que des recherches menées en collaboration avec l’université de Maseno ont montré des améliorations prometteuses en matière de croissance des cultures et de production de maïs. Les participants ont également visité le Centre d’agriculture biologique du Kenya (OACK) à Mwea, où des matières disponibles localement sont transformées en biofertilisants granulés certifiés. Ils ont rencontré des agriculteurs qui ont déjà entamé leur transition pour abandonner les engrais chimiques et ont rendu visite à des agricultrices du comté de Murang’a qui ont fait la démonstration d’une production agroécologique réussie. Malgré ces avancées, les participants

# Renforcer les données sur l’agroécologie pour faire évoluer les politiques en Afrique

’Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) a participé à un atelier de cinq jours consacré aux données factuelles, aux politiques et aux processus décisionnels, qui s’est tenu du 7 au 11 septembre 2026 à Dar es Salaam, en Tanzanie. Organisé par la communauté de pratique d’Afrique orientale et australe de la « Global Collaboration for Resilient Food Systems » (Collaboration mondiale pour des systèmes alimentaires résilients) de la Fondation McKnight, cet atelier a réuni une trentaine de chercheurs, d’organisations d’agriculteurs, de décideurs politiques et de praticiens de l’agroécologie venus de Tanzanie, d’Ouganda, du Kenya et du Malawi. L’AFSA était représentée par Charles Tumuhle et Nicholas Omoding. Les participants ont examiné comment la recherche scientifique, les expériences des agriculteurs et d’autres formes de données factuelles peuvent être communiquées plus efficacement afin d’influencer les politiques agricoles et de soutenir la transformation des systèmes alimentaires vers l’agroécologie.



Un débat central a porté sur la manière dont les mêmes résultats de recherche peuvent aboutir à des conclusions différentes selon la façon dont les données sont interprétées et présentées. Les participants ont examiné des approches allant des essais scientifiques contrôlés et des expériences menées par les agriculteurs au récit, à la photographie et à l’outil d’évaluation des performances agroécologiques de l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). L’AFSA a présenté sa communauté de pratique « Healthy Soil,

Healthy Food » (Sol sain, alimentation saine) comme un exemple de collaboration entre agriculteurs et chercheurs. Depuis 2023, cette initiative a mis en relation des centres d’agroécologie avec des universités, formé environ 10 000 agriculteurs et plus de 500 « agriculteurs ambassadeurs », et soutenu des recherches participatives comparant l’impact d’amendements du sol produits localement sur la culture du maïs et des haricots. Les résultats ont contribué à l’élaboration d’une politique d’agroécologie au niveau du comté au Kenya. Les discussions ont également remis en question la tendance à évaluer la transformation agricole principalement à l’aune des rendements agricoles, tout en négligeant les questions de gouvernance, d’équité et de savoir quelles connaissances influencent les décisions.

L’atelier s’est conclu par un engagement commun à renforcer la qualité, la pertinence et la communication des données agroécologiques. Les participants ont souligné la nécessité de prendre en compte les expériences vécues par les agriculteurs parallèlement à la recherche scientifique, de définir des étapes claires pour les transitions agroécologiques et d’évaluer les résultats dans les domaines des marchés, de la santé, du genre, des finances et de la gouvernance. Parmi les opportunités identifiées pour l’AFSA figuraient la facilitation d’un dialogue régional sur la législation relative aux semences et à l’agroécologie, ainsi que le développement de la communication en kiswahili et dans d’autres langues africaines. Ces efforts visent à garantir que les données générées par les communautés agricoles éclairent les politiques publiques, attirent des investissements appropriés et favorisent une adoption plus large de l’agroécologie à travers l’Afrique

# L'agroécologie urbaine prend racine avec le lancement d'une nouvelle série de formations par l'AFSA

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (AFSA) a lancé une série mensuelle de formations sur l'agroécologie urbaine afin d'explorer comment les villes africaines peuvent produire une alimentation plus saine, créer des opportunités d'emploi et mettre en place des systèmes alimentaires plus durables. Mise en place dans le cadre du programme « Healthy Soil, Healthy Food » (Sol sain, alimentation saine) de l'AFSA, cette initiative rassemble des praticiens et des organisations pour échanger des connaissances et des expériences pratiques en matière d'agriculture urbaine. À l'issue de consultations menées auprès de ses membres en juillet 2026, la communauté de pratique a identifié cinq domaines prioritaires, notamment la gestion des déchets urbains, les ressources naturelles, les marchés et les entreprises, la production alimentaire et l'éducation à l'agroécologie. Sa première session en ligne, qui s'est tenue le 17 septembre 2026, a mis à l'honneur JERO Farm, une ferme de démonstration en agroécologie urbaine située à Entebbe, en Ouganda.

Fondée en 2021 par Richard Mugisha et sa famille à la suite d'un problème de santé personnel, JERO Farm est devenue une entreprise sociale qui montre comment des espaces urbains restreints peuvent favoriser la production alimentaire, les moyens de subsistance et l'apprentissage communautaire. La ferme propose des formations pratiques, des visites pédagogiques guidées, des services de conseil agricole et un accompagnement pour les jeunes entrepreneurs.



À ce jour, elle a formé plus de 1 500 femmes et jeunes à l'agroécologie urbaine, créé 55 fermes de vulgarisation, accompagné plus de 100 jeunes agripreneurs et offert des opportunités d'emploi à plus de 20 groupes de jeunes. Son expérience montre comment l'agriculture urbaine peut contribuer à une alimentation plus saine, à la création d'opportunités économiques locales et à une plus grande participation de la communauté à la production alimentaire.

La discussion a également mis en lumière les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs urbains, notamment les précipitations imprévisibles, la sécheresse, les ravageurs, les maladies et le manque d'investissements dans les entreprises agroécologiques. La ferme JERO y répond en combinant des pratiques agroécologiques avec la production hydroponique et en développant des sources de revenus diversifiées pour pérenniser ses activités. À l'avenir, cette initiative vise à élargir les opportunités pour les jeunes, les femmes et les réfugiés urbains. La série mensuelle de rencontres d'apprentissage de l'AFSA continuera de rassembler des expériences pratiques venues de tout le continent ; la prochaine session, prévue le 16 octobre 2026, mettra à l'honneur des organisations de Tanzanie et du Kenya. Grâce à cette plateforme, l'AFSA cherche à renforcer l'échange de connaissances, à encourager les solutions adaptées au contexte local et à promouvoir l'agroécologie urbaine en tant que composante essentielle de la transformation des systèmes alimentaires africains.

